



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 35

**MINISTERE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	6
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	6
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	7
2.1.	PROGRAMME 452: PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT	8
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	9
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	10
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	10
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	12
2.2.	PROGRAMME 453: DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	17
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	18
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	19
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	19
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	23
2.3.	PROGRAMME 454: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	28
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	30
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	30
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	32
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	42

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	43
3.2.	LEÇONS APPRISES	43
3.3.	PERSPECTIVES	43

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

- 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE**
- 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE**
- 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES**
- 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017**

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 452

PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

Responsable du programme

WARDA NDOUYATAMA

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 452 sur la promotion de l'emploi décent a pour objectif de promouvoir l'emploi décent au sein de la population active avec pour indicateur le nombre d'emplois créés et recensés par an. La stratégie adoptée pour atteindre cet objectif passe par la mise en place d'un cadre juridique adapté pour la promotion de la création d'emplois décents pour toutes les couches de la population. Le taux de chômage élargi d'environ 14%, ne traduit pas la situation réelle du marché de l'emploi profondément marqué par un taux de sous-emploi atteignant 70% avec une large pré-dominance du secteur informel qui emploie presque 90% de la population active.

Ce programme promeut donc l'auto-emploi des jeunes, l'appui financier et technique des acteurs du secteur informel pour les faire migrer du secteur informel précaire vers le secteur formel plus profitable. L'accent est également mis sur le développement du système d'insertion professionnelle pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés dans les entreprises afin de réduire le taux de chômage. La densification et la mise en œuvre des partenariats entre le secteur public et privé est aussi de mise pour la création d'emploi et l'insertion professionnelle ; tout ceci chapeauté par l'amélioration de la transparence du marché sur l'emploi, par la publication régulière d'informations sur la situation du marché de l'emploi au moyen des notes de conjoncture de l'ONEFOP.

OBJECTIF	Promouvoir l'emploi décent pour la population active	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'emplois créés et recensés par an
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	381000.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	550000.0
	Année cible:	2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ÉLABORATION DES INSTRUMENTS STRATÉGIQUES DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Action 02: PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI Action 03: DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE Action 04: PARTENARIAT ET PROMOTION DES EMPLOIS Action 05: AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE DU MARCHE DE L'EMPLOI	
DOTATIONS INITIALES	AE 961 372 000	CP 961 372 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	WARDA NDOUYATAMA,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 452 a été exécuté dans un contexte spécifique marqué par :

- Le fait que l'emploi au Cameroun continue d'être caractérisé principalement par le chômage et le sous-emploi des jeunes, appuyés par une pré-dominance du secteur informel employant la majorité de la population active ;
 - la poursuite de la mise en œuvre des projets structurants (grands chantiers) ;
 - la préparation de la CAN 2019 ;
 - la restructuration de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP) ;
- le ralentissement des activités du PIAASI.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Les dotations allouées à ce programme s'élevaient **961 372 000 FCFA**. Ce montant a permis au titre de l'exercice 2017, de mener les activités de suivi et de promotion de l'emploi dans le cadre de la mise en œuvre du programme 452. A cet effet, un recensement de **473 303** emplois nouveaux contre 450 000 attendus a été fait, soit un taux de réalisation technique du programme de **105,17%**. Ce taux est atteint grâce à la mise en œuvre des actions suivantes :

Dans le cadre de ***l'élaboration des instruments stratégiques de promotion de l'Emploi***, des projets de textes ont été actualisés et transmis à l'appréciation de la hiérarchie.

S'agissant de ***la promotion de l'auto emploi***, l'on a noté le financement par le PIAASI de **100** microprojets générant **600** emplois directs et indirects. Aussi, plusieurs chercheurs d'emploi et leaders d'association ont été formés en technique de gestion et en montage de projets par le PIAASI. Dans le cadre du ***développement de l'insertion professionnelle***, des contrôles ont été effectués afin d'assainir les activités de placement et de travail temporaire. A ce propos,

- le suivi du recrutement des nationaux dans les grands chantiers, des descentes ont été effectuées et à cet effet 2449 nationaux ont été insérés ;
- l'assainissement des activités des entreprises de travail temporaire, bureaux et offices privés de placement, à cet effet 76 structures ont été agréés dont 32 en première attribution, 37 en renouvellement et 07 offices privés de placement en première attribution ;
- les contrats de travail, 1516 contrats ont été traités ;
- les contrats de travail des expatriés, 1945 contrats ont été visés, 323 dossiers ont été rejetés ;
- le suivi des offres d'emplois, 2532 offres ont été recensées de janvier à décembre 2017.

Dans le cadre du ***développement d'un partenariat avec le secteur privé en matière d'emploi et de formation professionnelle***, quatre conventions de partenariat ont été signées entre le MINEFOP et MECAM, ECAM, le MINPMESSA et l'Ordre National des Opticiens.

Concernant **la transparence du marché de l'emploi**, les activités de l'ONEFOP ont permis pour l'essentiel la production et la diffusion des **statistiques fiables sur l'emploi et Formation Professionnelle**. Il convient de mettre à son actif l'élaboration de **2** cahiers de l'ONEFOP ; l'Annuaire statistique de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 2017; et la production de **02** notes de conjoncture des 1ers et 2èmes semestres 2017 sur l'emploi.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	473 303 emplois créés et recensés.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	105,17	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 490 513 526	CP 490 513 526
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 960 057 103	CP 960 057 103
TAUX DE CONSOMMATION	99,86 %	99,86 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	· Sensibilisation et visites de prospection effectuées par le MINEFOP auprès des Entreprises ; · maillage progressif du système de collecte des données (FNE, PIAASI, ONEFOP) ; · signature des conventions par le FNE ; · assainissement des structures de placements de la main d'œuvre ; · mise en place des réseaux de collecte et comptabilisation des emplois générés par le BIP au niveau national ; · captage des emplois générés par les chantiers démonstratifs HIMO.	
PERSPECTIVES 2018	· poursuite de l'élaboration et la révision du dispositif juridique régissant l'emploi et la formation professionnelle ; · évaluation du niveau de mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi ; · élaboration et validation du document d'informations sur les compétences professionnelles ; · appropriation et Vulgarisation du guide pratique des approches HIMO ; · poursuite de la promotion des emplois locaux ; · élaboration du fichier national des compétences techniques nationales ; · poursuite de la prospection des emplois dans les grands chantiers ; · poursuite du contrôle des activités des entreprises de travail temporaire et offices privées de placement et entreprises utilisatrices de la main d'œuvre ; · poursuite du suivi des recrutements des nationaux dans les grands chantiers ; · poursuite des actions régaliennes du PIAASI à travers la signature des conventions avec les communes, le financement des microprojets et l'amélioration du recouvrement des microcrédits échus ; · poursuite du suivi de la dimension emploi dans le plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance; · élaboration et suivi des cadres de collaboration avec les partenaires publics et privés nationaux et internationaux en matière d'emploi et de formation professionnelle ; · poursuite de l'évaluation de la contribution du budget d'investissement de l'Etat à la création d'emplois; · négociation et signature de la Convention de financement des projets retenus dans le cadre de la coopération Cameroun/Canada ; · poursuite de l'opérationnalisation du comité interministériel de suivi de l'emploi. · actualisation de l'annuaire statistique sur l'emploi et la formation professionnelle ; · élaboration et harmonisation des indicateurs de suivi de l'emploi en vue de produire des informations exactes sur les emplois créés par le secteur moderne de l'économie ; · production des notes de conjoncture semestrielle sur l'emploi.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 ÉLABORATION DES INSTRUMENTS STRATÉGIQUES DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les ressources allouées à la réalisation de cette action ont été insuffisantes. Toutefois, l'appui du BIT a permis sa réalisation effective. La Politique Nationale de l'Emploi (PNE) a été actualisée à travers la validation des axes stratégiques lors de la tenue du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi (CISE). Cependant, il reste l'élaboration du plan opérationnel.

opérationnel.

OBJECTIF	Disposer des instruments stratégiques et juridiques actualisés sur l'emploi et de la formation professionnelle.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'études stratégiques réalisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		4.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	8 000 000	8 000 000	7 000 000	7 000 000	8 000 000	8 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est caractérisé par la mise en cohérence des initiatives en faveur de la promotion de l'emploi.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Poursuite de l'actualisation de la politique de l'emploi ; Certains projets de textes ont été affinés et transmis à l'appréciation de la hiérarchie, notamment - le projet de loi d'orientation de la formation professionnelle et le projet de décret portant organisation et fonctionnement des structures publiques et privés de formation professionnelle ;; - le projet de décret portant organisation et fonctionnement des structures d'information et d'orientation professionnelles ; - le projet de décret fixant les modalités de gestion du Fonds spécial de la formation professionnelle ; - le projet de décret fixant les instruments stratégiques de l'emploi et la formation professionnelle ; - le projet de décret portant organisation de l'apprentissage au Cameroun ; le projet de décret fixant les modalités de fonctionnement des CFPE.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources allouées à la réalisation de cette action ont été insuffisantes. Toutefois, l'appui du BIT a permis sa réalisation effective. La Politique Nationale de l'Emploi (PNE) a été actualisée à travers la validation des axes stratégiques lors de la tenue du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi (CISE). Cependant, il reste l'élaboration du plan opérationnel.								
Perspectives 2018	· Elaboration d'un texte sur la gestion externalisée de la Main d'Œuvre; · Elaboration du DICP ; · Vulgarisation du manuel de procédure ; · Etude sur l'élaboration du guide pratique de gestion des emplois municipaux phase 2.								

Action 02 PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI

OBJECTIF	Appuyer techniquement et financièrement les promoteurs des initiatives privées.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'emplois directs et indirects créées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 17,5		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		3200.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		5800.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		700						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	300 000 000	300 000 000	310 000 000	310 000 000	300 000 000	300 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Taux de chômage et de sous-emploi des jeunes très élevée (14% et plus de 70%) ; - l'économie informelle occupant plus de 90% de la population active.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 100 microprojets appuyés par le PIAASI créant ainsi 100 emplois directs et 600 emplois indirects ; - le Fonds National de l'Emploi (FNE) a inséré 2 840 chercheurs d'emplois insérés en emploi indépendant; - le renforcement des capacités des microprojets ; - le suivi et encadrement des acteurs ; - la sensibilisation et information et la participation au Carrefour des métiers et bourse de l'emploi ; - deux projets de coopération ont été élaborés dans l'optique d'engendrer 500 emplois dont 100 directs et 400 indirects.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le faible budget du PIAASI en 2017 n'a pas permis d'atteindre l'objectif prévu, bien que d'autres structures aient réalisé aussi des insertions.								
Perspectives 2018	· Evaluation des capacités entrepreneuriales des candidats · Renforcement des capacités du candidat et formation en gestion des micro-unités · Poursuite du financement des micro-projets de groupes et associations.								

Action 03 DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Faciliter l'insertion professionnelle des nationaux								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de nationaux insérés par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 177,35		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		102439.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		14000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		17735						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	518 372 000	518 372 000	70 229 039	70 229 039	518 172 610	518 172 610	99,96 %	99,96 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de la mise en œuvre des grands chantiers, porteurs d'emploi.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	- le suivi du recrutement des nationaux dans les grands chantiers, des descentes ont été effectuées et à cet effet 2449 nationaux ont été insérés ; - l'assainissement des activités des entreprises de travail temporaire, bureaux et offices privés de placement, à cet effet 76 structures ont été agréés dont 32 en première attribution, 37 en renouvellement et 07 offices privés de placement en première attribution ; - 2264 contrats de travail ont été traités ; - 1945 contrats de travail des expatriés ont été visés, 319 dossiers ont été rejetés ; - 2532 offres ont été recensées de janvier à décembre 2017; - 15 286 insertions à travers les entreprises de travail temporaire et les offices de placements.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	Les ressources ont permis d'organiser les descentes sur le terrain et de faire des prospections pour la mise en place des stratégies de suivi et de contrôle des emplois générés par les différents projets du Gouvernement ; pour l'assainissement des activités des entreprises de travail temporaire et offices de placement ; l'intensification des actions de sensibilisation en faveur de la promotion de l'emploi des nationaux et la multiplication de prospections au sein des entreprises et dans les grands chantiers entre autre (travaux de préparatoires de la CAN 2019).								
Perspectives 2018	· Suivi du recrutement des nationaux dans les grands chantiers ; · contrôle de la situation de la main d'œuvre de nationalité étrangère dans tous les secteurs de production; · la prospection des emplois dans les grands chantiers ; · le contrôle des activités des entreprises de travail temporaire et offices privées de placement et entreprises utilisatrices de la main d'œuvre ; · le suivi des recrutements des nationaux dans les grands chantiers.								

Action 04 PARTENARIAT ET PROMOTION DES EMPLOIS

OBJECTIF	Développer un partenariat efficace avec toutes les parties prenantes dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de conventions de partenariat et de cadres de collaboration signés et mis en oeuvre				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 160		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		3.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		8						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	86 000 000	86 000 000	61 974 541	61 974 541	84 974 547	71 974 547	98,81 %	83,69 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Lutte contre la pauvreté et le chômage, insertion socioprofessionnelle des jeunes								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Convention cadre de partenariat signée avec le MINPMEESA ; - Protocoles d'entente signés avec le Conseil Interprofessionnel du Cacao et du café (CICC) et IECD-Transform ; - Conventions de collaboration signées avec ECAM, le MECAM et le SYNDUSTRICAM ; - Convention signée avec l'ordre national des opticiens ; - Mémoire d'entente pour un accord de prêt signé avec la Société KUHN International Projects en vue de la construction et équipement du Centre de Formation Professionnelle aux Metiers de NANGA EBOKO.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	8 conventions ont été signées, mais leur mise en œuvre est progressive.								
Perspectives 2018	· Étude sur l'élaboration du guide pratique de gestion des bureaux emplois municipaux; · élaboration du guide du praticien GPEC; · poursuite de l'élaboration des cadres de collaboration et convention de partenariat avec les partenaires publics et privés nationaux et internationaux en matière d'emploi; · évaluation des emplois générés par le Budget de l'État; · suivi de la mise en œuvre des cadres de collaboration et convention de partenariat signés; · appui et suivi des initiatives de promotion de l'emploi ; · Opérationnalisation du Comité Interministériel de Suivi de l'Emploi.								

Action 05 AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE DU MARCHE DE L'EMPLOI

OBJECTIF	Rendre disponible l'information sur le marché de l'emploi								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de publications statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle disponible par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		5.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	49 000 000	49 000 000	41 309 946	41 309 946	48 909 946	48 909 946	99,82 %	99,82 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	· faible transparence du marché de l'emploi ; · pluralité d'acteurs dans la production d'informations sur l'emploi ; · non formalisation des outils et des indicateurs ; notamment ceux de l'emploi décent.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 2 cahiers de l'ONEFOP élaborés ; - Annuaire statistique 2017 et 01 note de conjoncture pour le deuxième semestre en attente de validation.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Trois publications sont disponibles (2 cahiers de l'ONEFOP et une note de conjoncture semestrielle et deux (l'annuaire statistique de l'emploi et de la formation professionnelle 2017 et la Note de conjoncture semestrielle 2016) sont en cours de publication								
Perspectives 2018	· élaboration de l'annuaire statistique 2018 ; · poursuite de l'organisation des carrefours des métiers à travers les dix (10) régions ; · élaboration des cahiers de l'ONEFOP ; · élaboration des notes de conjoncture par l'ONEFOP ; · mise en place d'une plate-forme numérique « MINEFOP STAT ».								

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 453

DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

MBENOUN SOPHIE MAGLOIRE DIAMANT
DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle s'est proposé à travers ce programme d'améliorer l'offre qualitative et quantitative de la formation professionnelle et continue en relation avec les autres départements ministériels porteurs de besoins spécifiques. Il s'est agi notamment de mettre en place, de manière progressive sur toute l'étendue du territoire, des structures de formation aux métiers de divers types et de niveaux. Les structures à gestion publique viendront en complément de celles de l'initiative privée essentiellement ou en partenariat public-privé, sous-tendu par un système fiable de certification des compétences et des qualifications professionnelles y compris par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), qui s'arriment aux standards internationaux. Une forte implication des milieux socioéconomiques et professionnels a été recherchée pour une meilleure adéquation formation-emploi et normes/qualité à travers des programmes élaborés et appliqués selon l'Approche Par Compétences, la Formation Par Alternance (FPA). Le suivi et l'évaluation de la pertinence des formations et les études des opportunités ont également permis la poursuite des réformes pour une formation professionnelle de qualité. A cet effet, il s'est agi d'améliorer l'offre de formation professionnelle par :

- l'opérationnalisation des trois (3) Centres de Formation Professionnelle d'Excellence à Douala, Limbé et Sangmélina ;
- la poursuite de la construction et l'équipement de deux (02) Centres de Formation Professionnelle Sectoriels dont l'un en Maintenance industrielle, Transport logistique et l'autre en Agroalimentaire avec la France ;
- la poursuite de la construction et de l'équipement de neuf (9) Centres de Formation aux Métiers dont trois dans les zones rétrocédées sur ressources propres et six dans le cadre du C2D de deuxième génération;
- la réhabilitation des Centres de Formation Professionnelle Rapide des Métiers Industriels et d'Employés de Bureau ;
- la poursuite de la transformation des SAR/SM rétrocédées aux Collectivités territoriales décentralisées en Centres de Formation aux Métiers;
- la poursuite de la formation des formateurs et la construction et l'équipement d'un Institut National de Formation des Formateurs et de Développement des Programmes de formation.
- la prospection de la demande de nouvelles filières de formation pour répondre aux besoins du milieu du travail et l'élaboration de nouveaux référentiels de formation ;
- la poursuite de la mise en place d'un système national d'évaluation et de certification où les organisations professionnelles, les entreprises auront un rôle prépondérant à jouer ;
- l'extension de Centres d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle (COSUP) à d'autres Régions (Adamaoua et Maroua sont en cours de construction) ;
- la poursuite de la mise en place d'une banque de données et de la carte de la formation professionnelle ;
- La poursuite de l'opérationnalisation des COSUP de Yaoundé et de Douala;
- le renforcement des personnels en charge de l'orientation professionnelle.

La Direction en charge de la formation et de l'orientation professionnelles a partagé ces responsabilités avec d'une part l'Inspection Générale des Formations en ce qui concerne l'articulation avec le monde économique, les partenariats, les normes de qualité et de l'évaluation des processus et résultats et d'autre part avec la Direction des Affaires Générales pour la mise en place des infrastructures et équipements, des moyens de fonctionnement et de la gestion du personnel et la Division des Affaires Juridiques, sur le respect de la réglementation en vigueur.

OBJECTIF	Accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'apprenants encadrés dans le cadre d'une formation professionnelle
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	44200.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	54000.0
	Année cible:	2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ACCES ET DE L'EQUITE EN FORMATION PROFESSIONNELLE Action 02: AMELIORATION DE L'OFFRE QUANTITATIVE DE FORMATION PROFESSIONNELLE Action 03: AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Action 04: RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 13 201 290 000	CP 13 201 290 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBENOUN SOPHIE MAGLOIRE DIAMANT, DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme s'est exécuté dans un contexte caractérisé par la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui a contribué à la réduction des effectifs attendus. L'exiguïté de l'offre, la vétusté du dispositif législatif et réglementaire, la faiblesse du partenariat formel avec les milieux socioprofessionnels, la faible maîtrise du pilotage central et coordonné de la formation professionnelle, l'obsolescence des infrastructures d'accueil, l'insuffisance du financement, la faiblesse des moyens pédagogiques, la non appropriation des nouveaux programmes, la qualité et le niveau des formateurs et la faiblesse de la planification de la formation professionnelle.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Au cours de l'exercice 2017, un montant de **13 201 500 000 FCFA** a été débloqué pour l'atteinte des objectifs de ce programme. ce qui a permis d'encadrer **45 879** apprenants dans les structures de formation relevant du MINEFOP, soit un taux de réalisation technique de **98,66%** Cette somme a permis la mise en œuvre des actions suivantes :

S'agissant de **l'Amélioration de l'accès et de l'équité en formation professionnelle**, 175 structures privées de formation professionnelle ont été agréées ; des journées portes ouvertes (JPO) ont été organisées ainsi que les carrefours des métiers sur l'ensemble des chefs-lieux de régions. 49 bourses de coopération (Maroc et Algérie) ont été octroyées aux jeunes camerounais en quête de la qualification professionnelle. Les CFPE de Douala, Sangmélina et Limbe ont boosté les effectifs.

En ce qui concerne **l'Amélioration de l'offre quantitative de formation professionnelle**, on a noté le fonctionnement effectif des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence (CFPE) de Douala, Limbe et Sangmélina ; la construction et l'équipement du Centre de Formation Professionnelle aux Métiers de Nkongsamba. Les constructions de dix-neuf (19) blocs de deux salles de classe avec bureau du directeur et de vingt (20) ateliers de formation professionnelle dans vingt SAR/SM; le démarrage des travaux de construction du Centre de Formation aux Métiers (CFM) de Bandjoun, la passation des marchés des CFM de Maroua, Ndop et Ebebdia et la réalisation des études techniques des CFPS en Maintenance Industrielle, Transport/Logistique à Edéa et en Agro-industrie à Douala dans le cadre du Programme C2D Formation Professionnelle ; la poursuite des travaux de construction de l'Institut National de Formation des Formateurs et de Développement des Programmes de Yaoundé sur don coréen ; le lancement des études de faisabilité de mise en place de six (06) Centres de Formation aux Métiers (CFM) du rail à Ngaoundéré, de l'eau à Komnyada par Mbalmayo, des mines à Abong Mbang, du cuir et du textile à Mokolo, des énergies propres et renouvelables à Bamenda, de la maintenance industrielle à Bafoussam et l'actualisation de l'étude de développement du Centre de Formation Professionnelle des Métiers Industriels de Pitoa dans le cadre de la coopération avec les Collèges d'Enseignement Général et Professionnel (CEGEP) du QUEBEC au Canada ; la réalisation de l'étude de transformation des SAR/SM de Guider, de Kribi, de Jakiri et d'Abong-Mbang en Centres de Formation aux Métiers (CFM) ; la réalisation des pré-études de faisabilité de mise en place d'autres Centres de Formation Professionnelle d'Excellence avec la Corée ; la signature des Memorandum Of Understanding (MOU) en vue de la poursuite du projet de Centre de Formation Professionnelle aux Métiers de Nanga Eboko avec l'appui de la république d'Autriche, de la mise en place du Centre de formation Professionnelle d'Excellence avec la Turquie.

Dans le cadre de la poursuite de la décentralisation, le MINEFOP a octroyé à 10 communes des crédits pour l'élaboration plans prévisionnels locaux de formation et d'insertion (Mbe, Ndikinimeki, Messamena, Mindif, Mouanko, Masock Songloulou, Rey Bouba, Widikum, Magba et Mvangan).

Concernant **l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle**, le MINEFOP a procédé à la révision, à l'élaboration et à l'implantation des référentiels de formation professionnelle dans les métiers de travailleur domestique, laborantin géotechnique, coiffure,

esthétique/cosmétique, gestion hôtelière, dessin industriel, décoration d'intérieur, à la poursuite de la mise en œuvre du système de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) dans le domaine de l'optique lunetterie, notamment avec l'appui financier de l'Ordre National des Opticiens du Cameroun. Un accent a été également mis sur le suivi pédagogique des formations et des formateurs à travers des activités de renforcement des capacités à l'animation pédagogique des séances de formation et de l'évaluation selon l'APC.

Pour ce qui est du **renforcement du système d'information et d'orientation professionnelle**, les Centre d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnel (COSUP) de Yaoundé et Douala ont accueilli et orienté environ **8 600** jeunes et **1 665** chercheurs d'emplois à travers l'organisation des ateliers de renforcement des capacités et des zooms métiers dans les domaines de la santé et paramédical, du numérique, de l'hôtellerie et du tourisme en prélude à la CAN 2019. Des journées portes ouvertes, l'organisation des carrefours métiers à travers toutes les régions du Cameroun ont permis à près de **65 000** demandeurs de formation d'accéder à l'information et aux outils de recherche d'emploi.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	45 879	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	98,66%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 11 890 919 507	CP 11 890 919 507
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 13 201 290 000	CP 13 201 290 000
TAUX DE CONSOMMATION	99,07 %	99,07 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'offre de formation a connu une légère amélioration notamment avec la mise en service, en 2017, des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence, l'assainissement continu et l'agrément des centres privés de formation professionnelle. Les ressources affectées ont permis la réalisation de la quasi-totalité des activités programmées.	

PERSPECTIVES
2018

- organisation des Journées Portes Ouvertes (JPO);
- octroi des bourses de formation aux jeunes ;
- subvention d'investissement aux CFP privés ;
- octroi des subventions d'équilibre au fonctionnement des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence (CFPE) de Douala, Limbe et Sangmélima ;;
- Appui au pilotage et au suivi du projet de mise en place des centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS) ;
- poursuite de la mise en place des centres de formation aux métiers non agricoles (CFM) ;
- Poursuite des travaux de construction et équipement de l'Institut National de Formation des Formateurs et du Développement des Programmes de Yaoundé ;
- travaux de construction du Centre de Formation Professionnelle de Nanga Ebogo ;
- construction de salles de classe et ateliers dans 42 SAR/SM ;
- les travaux de réhabilitation, d'équipement dans 23 structures de Formation professionnelle Publiques ;
- acquisition de 720 tables bancs dans douze (12) SAR/SM ;
- acquisition de 20 kits de formation professionnelle dans les SAR/SM ;
- élaboration des plans prévisionnels locaux de recyclage, d'insertion et de réinsertion professionnelle au niveau communal dans 10 communes ;
- élaboration de 06 référentiels de formation dans les filières porteuses ;
- poursuite de la mise en œuvre du système de validation des acquis de l'expérience dans les secteurs porteurs ;
- organisation et modernisation du dispositif d'apprentissage ;
- poursuite des constructions de 02 COSUP (Maroua et Ngaoundéré)
- actualisation et diffusion de la carte nationale de la formation professionnelle ; Séminaire de sensibilisation sur le guide des exigences des normes en matière de formation professionnelle;
- suivi des activités pédagogiques et l'assainissement des structures privées de formation professionnelle ;
- poursuite du développement de la formation ouverte et ou à distance ;
- organisation des zooms-métiers, des ateliers sur les thématiques d'emplois, d'orientation et de formation professionnelles pour une meilleure orientation des jeunes par les COSUP de Douala et Yaoundé.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 AMELIORATION DE L'ACCES ET DE L'EQUITE EN FORMATION PROFESSIONNELLE									
OBJECTIF	Accroitre l'accès à la formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'accroissement annuel des effectifs				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 71		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		5.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		11.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		5						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	179 500 000	179 500 000	157 980 000	157 980 000	179 480 000	179 480 000	99,99 %	99,99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La situation actuelle de l'économie nationale (niveau de vie très bas des populations) influence véritablement sur l'accès des jeunes à la formation professionnelle. Le dispositif de formation professionnelle est caractérisé par une insuffisance de structures de formation professionnelle répondant aux besoins de l'économie. Ce qui justifie la nécessité d'accroitre les structures de manière équitable sur le territoire national, de manière à permettre à tout potentiel demandeur professionnelle initiale ou continue d'accéder aux compétences souhaitées. Ce contexte spécifique a suscité la mise en place de nombreux projets d'envergure de création et de construction de centre de formation aux métiers.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- L'octroi de 30 bourses marocaines et de 19 bourses algériennes aux jeunes camerounais en quête de la qualification professionnelle ; - L'agrément de 175 structures privées de formation professionnelle.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	situation sécuritaire au Nord-Ouest et au sud-Ouest. - fermeture de certains établissements privés - absence de bourses nationales et d'appuis.								
Perspectives 2018	- Octroi des bourses de formation professionnelle ; - Appui à la mise à niveau des structures privées de formation professionnelle ; - Organisation des journées de promotion de la formation professionnelle ;								

Action 02 AMELIORATION DE L'OFFRE QUANTITATIVE DE FORMATION PROFESSIONNELLE								
OBJECTIF	Accroitre le parc infrastructurel de la formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'infrastructures de formation professionnelle réalisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 104,9	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		282.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		300.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		298					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	7 812 969 000	7 812 969 000	5 497 024 337	5 497 024 337	7 701 424 337	7 701 424 337	98,57 %	98,57 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Aujourd'hui, des centaines de milliers de jeunes expriment un véritable besoin en compétences susceptibles d'être adapté à la demande du marché de l'emploi. A ce jour, le MINEFOP ne compte que sept centres publics de formations et des multitudes des SAR qui sont dans un état de délabrement avancé, non attrayants. Les couts de formation dans les centres de formation privés sont très élevés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Les constructions de vingt (20) blocs de deux salles de classe avec bureau du directeur et de vingt (20) ateliers de formation professionnelle dans vingt SAR/SM; - le démarrage des travaux de construction du Centre de Formation aux Métiers (CFM) de Bandjoun, la passation des marchés des CFM de Maroua, Ndop et Ebebda et la réalisation des études techniques des CFPS en Maintenance Industrielle, Transport/Logistique à Edéa et en Agro-industrie à Douala dans le cadre du Programme C2D Formation Professionnelle ; - la poursuite des travaux de construction de l'Institut National de Formation des Formateurs et de Développement des Programmes de Yaoundé sur don coréen ; - le lancement des études de faisabilité de mise en place de six (06) Centres de Formation aux Métiers (CFM) du rail à Ngaoundéré, de l'eau à Komnyada par Mbalmayo, des mines à Abong Mbang, du cuir et du textile à Mokolo, des énergies propres et renouvelables à Bamenda, de la maintenance industrielle à Bafoussam et l'actualisation de l'étude de développement du Centre de Formation Professionnelle des Métiers Industriels de Pitoa dans le cadre de la coopération avec les Collèges d'Enseignement Général et Professionnel (CEGEP) du QUEBEC au Canada ; - la réalisation de l'étude de transformation des SAR/SM de Guider, de Kribi, de Jakiri et d'Abong-Mbang en Centres de Formation aux Métiers (CFM) ; - la réalisation des pré-études de faisabilité de mise en place d'autres Centres de Formation Professionnelle d'Excellence avec la Corée ; - la signature des MOU en vue de la poursuite du projet de Centre de Formation Professionnelle aux Métiers de Nanga Eboko avec l'appui de la république d'Autriche, de la mise en place du Centre de formation Professionnelle d'Excellence avec la Turquie ; - 10 plans prévisionnels locaux de recyclage, d'insertion et de réinsertion professionnelle dans communes de Mbe, Ndikinimeki, Messamena, Mindif, Mouanko, Masock Songloulou, Rey Bouba, Widikum, Magba et Mvangan.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'opérationnalisation de nouvelles structures de formation permet d'améliorer le nombre de places offertes en formation professionnelle.							

Perspectives 2018	· construction du CFPM de Nanga Ebogo sur prêts autrichien ; · Projet de mise en place des centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS) sur fonds C2D · Projet de mise en place des centres de formation aux métiers non agricoles sur fonds C2D (CFM) · Achèvement des travaux du Centre de Formation Professionnel de Nkongsamba · Poursuite Construction et équipement de l'IFFDP · Constructions de salles de classes et ateliers dans 40 structures publiques de formation professionnelle · Réhabilitation des infrastructures et équipements dans les structures de formation · Acquisition des kits de formation professionnelle dans les SAR/SM; · Élaboration des plans prévisionnels locaux de recyclage, d'insertion et de réinsertion professionnelle au niveau de 10 communes ; · Appui à l'UNESCO ; · Etude sur la transformation des SAR/SM en CFM.
-------------------	---

Action 03 AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Accroitre l'employabilité des ressources humaines								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'insertion des sortants du système de formation professionnelle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		45.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		60						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 982 321 000	4 982 321 000	6 013 303 893	6 013 303 893	4 964 177 468	4 964 177 468	99,84 %	99,84 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre de cette action est caractérisé par le renouvellement des besoins en compétences compte tenu des innovations technologiques qui imposent à la formation professionnelle d'ajuster son offre de formation en adéquation avec le marché de l'emploi. Par ailleurs, une couverture numérique des emplois n'est pas assurée par l'offre de formation. À cet effet, une forte implication du secteur public-privé et de plateforme de concertation et d'échanges sur la formation professionnelle.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- l'élaboration et à l'implantation des référentiels de formation professionnelle dans les métiers de travailleur domestique, laborantin géotechnique, coiffure, esthétique/cosmétique, gestion hôtelière, dessin industriel, décoration d'intérieur, - élaboration des modules de formation pour la phase zéro (phase pilote des formations continues) des CFPS - généralisation du système de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) à l'ensemble des ressources humaines lié au système de production des biens et services notamment dans les métiers de l'optique lunetterie ; - Développement des cadres de partenariats notamment avec l'Ordre National des Opticiens du Cameroun.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	A date, il n'existe aucun dispositif de suivi post-formation des sortants. Les ressources ont permis de mener les activités de cette action. des structures publiques. Cependant, cette réalisation résulte des données reçues des structures privées agréées par le MINEFOP.								
Perspectives 2018	· poursuite du suivi et évaluation des activités pédagogiques dans les structures de formation professionnelle; · Organisation et modernisation du dispositif d'apprentissage; · Poursuite du Développement de la formation ouverte et/ou à distance ; · Poursuite du suivi de l'application des normes et de la qualité en formation professionnelle ; · Poursuite de mise en œuvre du système de validation des acquis de l'expérience dans les secteurs porteurs ; · élaboration de 06 nouveaux référentiels de formation professionnelle ; · poursuite du suivi et gestion des activités des structures de formation professionnelle.								

Action 04 RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE									
OBJECTIF	Améliorer l'accès aux services d'information et d'orientation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes accueillies et orientées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 82		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		8054.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		15000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		8200						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	226 500 000	226 500 000	222 611 277	222 611 277	223 811 282	223 811 282	98,81 %	98,81 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des informations sur la formation professionnelle.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- les Centre d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnel (COSUP) de Yaoundé et Douala ont accueilli et orienté environ 8 200 jeunes ; - 04 zooms métiers organisés dans les domaines de la santé et paramédical, du numérique, de l'hôtellerie et du tourisme en prélude à la CAN 2019 au cours desquels 1 665 chercheurs d'emplois à travers l'organisation des ateliers de renforcement des capacités et des; - L'organisation des carrefours métiers dans les dix régions ; - Poursuite des travaux de construction des COSUP de Ngaoundéré et de Maroua.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources allouées à cette action ont permis le fonctionnement des deux COSUP et l'accueil et l'orientation de 8 200 jeunes. La localisation géographique du COSUP Douala qui, est excentré de l'axe central, réduit sa visibilité et par conséquent l'affluence de jeunes en quête d'informations. Cet indicateur ne prend en compte que les personnes accueillies par les COSUP. il ne prend pas compte celles accueillies et orientées lors des évènements organisés au MINEFOP tels que les carrefours des métiers et les Journées Portes Ouvertes.								
Perspectives 2018	· Poursuite de la construction de 02 COSUP (Maroua et Ngaoundéré) ; · organisation des zooms-métiers; · organisation du carrefour métier et publication des actes.								

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 454

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

MONGLO ATHANASE
DIRECTEUR DES AFFAIRES GENERALES

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support du MINEFOP vise l'amélioration de la coordination des services et la bonne mise en œuvre des programmes. Il respecte le cadre proposé conjointement par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère des Finances pour la présentation des programmes supports. Ainsi il regroupe les actions ayant un caractère transversal telle la coordination des services, les études stratégiques, la gestion budgétaire, la gestion des ressources humaines, l'amélioration du cadre de travail, le développement des Technologie de l'Information et de la Communication, l'audit et le contrôle, le conseil juridique, la communication et la gestion du courrier et des archives.

Sa performance est mesurée sur la base du taux de réalisation des activités budgétisées. La stratégie pour y parvenir consiste à coordonner et suivre la mise en œuvre des activités, réaliser des études stratégiques et de planification, gérer la préparation et le suivi de l'exécution du budget et des marchés publics, améliorer le cadre de travail, gérer les ressources humaines, poursuivre l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les méthodes de travail, poursuivre le contrôle et l'audit des services, veiller au respect des lois et règlements, accroître la visibilité des activités du MINEFOP et s'assurer de la bonne gestion des ressources documentaires.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	100.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATIONS Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 04: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 05: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 06: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 07: CONTROLE ET AUDIT INTERNE Action 08: CONSEIL JURIDIQUE Action 09: COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES Action 10: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 613 338 000	CP 3 613 338 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MONGLO ATHANASE, DIRECTEUR DES AFFAIRES GENERALES	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme s'est faite dans un contexte d'insuffisance d'infrastructures et d'équipement dans les structures déconcentrées et centraux du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et la poursuite d'une meilleure appropriation, par les acteurs de la chaîne de dépense, l'élaboration, l'exécution et le suivi-évaluation du budget de l'état.

Aussi, cette mise en œuvre est marquée par l'amélioration continue de la gestion rationnelle du personnel à travers l'assainissement permanent du fichier du personnel, le déploiement et le redéploiement des personnels enseignants pour une meilleure prise en compte des besoins en personnel dans les structures de formation professionnelle.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le montant alloué à ce programme s'élevait à **3 613 338 000** millions. Ce montant a permis tant bien que mal le fonctionnement des structures et la réalisation des programmes opérationnels, d'où le taux de réalisation technique de **96,65%**.

Ce qui a permis d'assurer la coordination de l'action du MINEFOP, de mener les études stratégiques et d'améliorer la gestion financière tous mettant un accent sur l'amélioration des conditions de travail du personnel, la sécurisation du patrimoine et l'évaluation du rendement du MINEFOP. Pour ce faire, de nombreuses activités ont été menées ou sont en cours pour contribuer à l'atteinte de ces objectifs, il s'agit de :

- la revue et de l'actualisation des programmes et actions élaboré ;
- la révision et élaboration du rapport de programmation et maturation des projets en cours
- l'actualisation du CDMT 2018-2020 ;
- l'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) 2016;
- l'élaboration du Projet de Performance des Administrations (PPA) 2017;
- l'élaboration du Rapport de l'évaluation de la chaîne des résultats élaboré ;
- la construction de la DREFOP Ouest et DDEFOP Donga-Mantung;
- l'achèvement des travaux et branchement aux réseaux ENEO et CDE de la DDEFOP Boumba-et-Ngoko ;
- la construction d'un bloc de trois latrines dans les DDEFOP du Haut Nyong et du Mayo-Rey;
- l'acquisition de divers équipements et véhicules dans les services centraux et déconcentrés ;
- la mise en œuvre du schéma directeur informatique;
- 01 rapport général élaboré relatif à l'évaluation de la performance et les conditions de fonctionnement des services déconcentrés ;
- l'acquisition du mobilier de bureau pour 04 DDEFOP;

- aménagement des locaux des services centraux;
 - l'aménagement d'01 DREFOP ;
- extension de la connexion internet dans 01 DREFOP et 05 DDEFOP.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	96,65%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	96,65%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 894 706 552	CP 2 894 706 552
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 718 631 448	Ecart CP 718 631 448
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 576 826 290	CP 3 576 826 290
TAUX DE CONSOMMATION	98,99 %	98,99 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le résultat obtenu est dû principalement à la maîtrise des outils de planification, de maturation et d'exécution des activités programmées par les différents acteurs de la performance, notamment les responsables des programmes ; et à la mise en œuvre du dialogue de gestion qui progressivement prend corps et permet aux différents acteurs d'être plus aguerris.	
PERSPECTIVES 2018	Pour une bonne mise en œuvre des programmes opérationnels, l'accent sera mis sur : · le renforcement des capacités des ressources humaines, l'assainissement des fichiers solde et personnel, l'amélioration du cadre et conditions de travail du personnel; · L'amélioration du cadre de travail pour un meilleur rendement à travers la construction et l'entretien des infrastructures dans les services centraux et déconcentrés ; · la consolidation du processus de planification, de programmation, de préparation et de suivi de l'exécution du budget à travers notamment un renforcement des capacités du personnel de la chaîne PPBS pour assurer une production efficace des documents (PAP, CDMT, PPA, RAP) de préparation du budget ; · La poursuite de l'implémentation du dispositif axé sur la performance en instaurant le dialogue de gestion et la désignation formelle des responsables d'action ; · l'amélioration de la gestion financière et budgétaire ; · la poursuite de la modernisation de la gestion des ressources humaines, le développement des TIC et le suivi de la mise en œuvre du schéma directeur informatique, l'amélioration du conseil juridique, de la communication et de la gestion documentaire ; · la mise en œuvre des actions de coordination des activités, à travers l'évaluation systématique des performances des services, le suivi de la feuille de route, l'élaboration du manuel de procédures administratives, la mise en place et la diffusion des normes et procédures de services, l'amélioration de la gestion du courrier, de l'accueil des usagers et l'amélioration des délais de traitement des dossiers à travers l'opérationnalisation du portail pour le suivi des dossiers en ligne. · La redynamisation du système de collecte des données statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle grâce à la dotation en moyens de locomotion et d'outils techniques modernes ; · L'amélioration de l'information en direction des cibles du MINEFOP à travers la mise en œuvre d'un plan de communication adéquat et la promotion du bilinguisme ; · La poursuite de l'intensification des activités normatives et de défense des intérêts de l'Etat en justice, ainsi que les activités de lutte contre la corruption et le VIH-SIDA au sein des services à travers la Cellule de Lutte contre la Corruption (CLCC) et le Comité Genre.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES								
OBJECTIF	Coordonner la mise en oeuvre des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation physique des activités budgétisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 96,65%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		96,65					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	692 500 000	692 500 000	657 567 801	657 567 801	688 683 801	688 683 801	99,45 %	99,45 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de l'opérationnalisation du dialogue de gestion.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Supervision des activités de toutes les structures ; - élaboration des instruments de suivi, du plan d'action et de la feuille de route; - poursuite de l'opérationnalisation du dialogue de gestion.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les moyens alloués ont permis la réalisation des activités. Toutefois, certaines procédures n'ont pas abouti et quelques prestataires ont été défaillants.							
Perspectives 2018	- Poursuite du dialogue de gestion par l'élaboration de la charte ministérielle de gestion et les protocoles de gestion de chacun des programmes ; - améliorer la coordination des services ; - mettre en place un système d'information statistique.							

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATIONS

OBJECTIF	Elaborer un cadre stratégique et de planification pour atteindre les objectifs des programmes du MINEFOP							
Indicateur	Intitulé:		Taux de maturation des projets et activités d'investissement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015				86,6%	
	Valeur de référence:		80.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		78					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	35 000 000	35 000 000	32 000 000	32 000 000	35 000 000	35 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte caractérisé par la mise en œuvre des objectifs stratégiques du DSCE en matière d'emploi et de la formation professionnelle. Prémisses du deuxième triennat du budget-programme.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Revue et actualisation des programmes ; - Maturation des projets; - Cadre de Dépense à Moyen Terme 2018-2020.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Cet indicateur reprend le taux de maturation des projets obtenus lors du passage aux Conférences de maturation des projets au MINEPAT. Certains projets faisant l'objet de maturation partielle ont plombé l'objectif de l'action. Néanmoins la maturation desdits projets s'est poursuivie afin de n'avoir que des projets entièrement matures dans le Projet de Performance.							
Perspectives 2018	Améliorer la qualité du contenu de la revue et actualisation des programmes et du rapport de programmation 2018-2020.							

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer la bonne exécution financière des activités budgétisées								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'engagement des crédits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 103,2%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		94.5999984741211						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		98.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		99,1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	117 500 000	117 500 000	111 839 898	111 839 898	117 206 578	117 206 578	99,75 %	99,75 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de l'appropriation par les acteurs de la dépense du processus l'élaboration, d'exécution et du suivi-évaluation du Budget Programme à travers la participation aux séminaires organisés à cet effet. La mise en place et le fonctionnement effectif des comités de suivi de l'exécution du budget ; Les missions de contrôle et de suivi de l'exécution du budget auprès des services déconcentrés et des CTD								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Projet de Performance des Administrations (PPA) 2018 ; - Rapport Annuel de Performance (RAP) 2016 ; - Évaluation de la chaîne de résultats ministériels 2016; - Elaboration de l'intégralité des marchés publics programmés dans les services centraux au titre de l'exercice 2017.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Meilleure appropriation des outils d'élaboration et d'exécution du budget programme par les différents acteurs de la chaine budgétaire (PPBS).								
Perspectives 2018	Améliorer la qualité du contenu des documents ci-après : · Chaîne de résultats ministériels · Rapport Annuel de Performance (RAP) · Revue des programmes et Actions · Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT); · Projet de Performance des Administrations (PPA).								

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les structures des infrastructures et équipements adéquats								
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 275,5%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		14.5						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		40.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		55,1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	526 031 000	526 031 000	509 340 415	509 340 415	524 141 304	524 141 304	99,64 %	99,64 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Insuffisance des infrastructures et d'équipement. En effet, le MINEFOP depuis sa création n'a pas encore obtenu les dotations budgétaires pouvant lui permettre de construire et d'équipé ses services déconcentrés.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- DREFOP Ouest en cours de construction ; - DDEFOP Donga-Mantung construite ; - 04 véhicules acquis ; - mobilier de bureau acquis au niveau central et déconcentré ; - maintenance des installations et des équipements; - acquisition du matériel et du mobilier de bureau; - sécurisation du patrimoine; - aménagement des locaux								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Un accent a été mis sur les infrastructures en 2017 afin de permettre au personnel de disposer d'un cadre de travail adéquat.								
Perspectives 2018	- Élaboration des plans de masse et architecturaux des structures de formation - Inventaire du patrimoine ; - Poursuite des constructions des DREFOP et DDEFOP ; - Construction des clôtures des DREFOP et DDEFOP ; - Poursuite de l'équipement des services centraux et déconcentrés en mobilier et matériel informatique ; - € Sécurisation du patrimoine et sites abritant les services du MINEFOP.								

Action 05 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer qualitativement les ressources humaines								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du plan de formation				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80,25%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		16,05						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 023 307 000	2 023 307 000	1 394 096 120	1 394 096 120	923 001 053	923 001 053	45,62 %	45,62 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été marquée par la poursuite des activités d’assainissement permanent du fichier du personnel.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Manuel de procédure de gestion des ressources humaines validé ; - tenue de 02 commissions paritaires d'avancement ; - plan de formation mis en œuvre en fonction des besoins en compétences identifiées ; - gestion administrative du personnel (1000 actes produits sur 1102 prévus); - renforcement des capacités des personnels (66 personnes formés sur 411 programmées) ; - € €€assainissement des fichiers solde et personnel de l'Etat (mise à jour de la base des données).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les coûts des formations ciblées ont pesé sur les effectifs du personnel susceptible d’être formé au regard du budget alloué.								
Perspectives 2018	· Renforcement adéquat des capacités du personnel ; · maîtrise du personnel et de la masse salariale ; · promotion de l'approche genre · prévention et lutte contre les maladies endémiques (VIH/SIDA, Paludisme, etc.)								

Action 06 DEVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du schéma directeur				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 90,9 %		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		50						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	76 000 000	76 000 000	69 384 789	69 384 789	75 484 789	75 484 789	99,32 %	99,32 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur informatique élaboré en 2015.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	- extension de la connexion internet dans les DREFOP et DDEFOP ; - production de cartes professionnelles ; - mise à jour du site web ; - extension des connexions internet dans les DDEFOP Mayo-Banyo, Nyong et Kelle, Dja et Lobo et à la DREFOP du Nord-Ouest; - animation du site web,								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	Les projets relatifs à la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur n'ont pas fait l'objet d'une haute priorisation, ce qui a conduit au résultat obtenu, ceci en plus de la forclusion de certains marchés relatifs à l'acquisition des équipements informatiques.								
Perspectives 2018	- Poursuite de l'extension de l'intranet du site web dans les DREFOP et les DDEFOP ; - mise à jour permanente du site web ; - acquisition des applications spécifiques aux services techniques.								

Action 07 CONTROLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission de contrôle effectuées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 114,2%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		7.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		10.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		8						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	30 000 000	30 000 000	25 278 487	25 278 487	29 848 487	29 848 487	99,49 %	99,49 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Renforcement du contrôle et de l'audit des structures administratives.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- suivi des activités de transfert de compétences et des ressources aux CDT : sensibilisation des magistrats municipaux et des responsables des services déconcentrés dans 05 régions (Adamaoua, Centre, Est, Nord-Ouest et Ouest) ; - inspection des 03 CFPE (Limbe, Douala et Sangmélima) ; - contrôle de l'acquisition et de la répartition du matériel de bureau au personnel par les Chefs des services centraux et déconcentrés du MINEFOP ; - 03 contrôles inopinés effectués sur la ponctualité et la régularité du personnel dans les services centraux et déconcentrés ; - mission de prélèvement des informations contenues dans les boites à suggestions/dénonciations de la cellule de lutte contre la corruption dans les services centraux et déconcentrés ; - sensibilisation aux bonnes pratiques des intervenants de la chaîne des examens relevant du MINEFOP ; - préparation et participation en collaboration avec le MINESEC et la CONAC au lancement des clubs d'intégrité dans les établissements scolaires et les structures de formation professionnelle ; - € Évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues des premières Initiatives à Résultats Rapides (IRR) implémentées au MINEFOP en 2013, 2014, 2015.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les services de l'IGS sont de plus en plus déployés sur le terrain pour améliorer la gouvernance au sein du MINEFOP.								
Perspectives 2018	· Suivi évaluation des performances des services ; · Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption ; · Suivi du programme de transfert des compétences et des ressources aux CTD								

Action 08 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements								
Indicateur	Intitulé:		proportion d'affaires suivies				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		100.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	27 500 000	27 500 000	23 294 748	23 294 748	27 234 748	27 234 748	99,76 %	99,76 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Plusieurs contentieux en justice avec les tiers.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Défense des intérêts du MINEFOP en justice ; - promotion et protection des droits de l'homme ; - finalisation du manuel de procédure administrative ; - € € € mobilisation des partenaires sociaux en matière de ratification de la Convention 142.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Tous les procès en instance dans lesquels le MINEFOP est impliqué ont fait l'objet d'un suivi permanent.								
Perspectives 2018	· Défense des intérêts du MINEFOP en justice ; · suivi du dispositif ministériel de suivi du Plan d'Action National de Promotion des Droits de l'Homme ; • € suivi du projet de loi portant ratification de la convention N°142 relative à la valorisation des ressources humaines ; · actualisation du recueil de textes.								

Action 09 COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

OBJECTIF	Accroitre la visibilité des actions menées								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 150%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		150.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		14.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		15						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	66 000 000	66 000 000	54 409 295	54 409 295	64 495 098	64 495 098	97,72 %	97,72 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action intervient dans un contexte d'un plus grand besoin de visibilité de réalisations effectuées dans le sous-secteur emploi et formation professionnelle.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Quinze (15) évènements couverts par les médias : Point de presse du Ministre sur les chiffres de l'emploi ; Ouverture de la Conférence Annuelle 2017 ; Clôture de la Conférence Annuelle 2017 ; Paiement des appuis aux Centres et Instituts de Formation Professionnelle ayant accueilli les boursiers 2016-2017 ; Pose de la première pierre du CFM de Bandjoun ; Installation des responsables nommés aux postes d'Inspecteur Général, de Directeurs et assimilés ; Signature de convention entre le MINEFOP et l'Ordre National des Opticiens (ONOC) ; Réunion avec tous les DREFOP ; Remise des diplômes de fin de formation à la 9 ^{ème} Promotion du Centre « English For all » ;Visite de travail du Ministre Congolais ; Atelier de travail sur les CFPM au Hilton ; Point de presse du Ministre en rapport avec le Carrefour des Métiers 2017 ; Ouverture Carrefour des Métiers 2017 ; Clôture Carrefour des Métiers 2017 ; Séance de travail avec le DG du BIT, Guy Ryder.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le MINEFOP réalise la majorité de ses activités en collaboration avec les bailleurs de fonds extérieurs qui sollicitent un accent sur la visibilité de leurs actions, ce qui accroit le nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique. En outre, plus d'activités ont pu bénéficier d'une couverture médiatique, notamment avec la production d'un journal périodique qui présente les principales réalisations obtenues par le MINEFOP.								
Perspectives 2018	Promotion du bilinguisme ; Poursuite de l'animation de l'émission radio SOS emploi ; Élaboration et production du journal MINEFOP News ; Couverture médiatique des activités du MINEFOP ; Réalisation de documentaires sur l'emploi et la formation professionnelle.								

Action 10 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		20.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		26.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		21						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	19 500 000	19 500 000	17 494 999	17 494 999	17 444 999	17 444 999	89,46 %	89,46 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité de numérisation du système de gestion du courrier et d'archivage.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Gestion courante des archives.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités menées dans cette action ont principalement concerné la maintenance des systèmes d'archivage en place. De nouvelles activités permettant de contribuer de manière directe à l'amélioration de l'indicateur n'ont pas pu être budgétisées. De nouveaux services n'ont pas intégré de système d'archivage.								
Perspectives 2018	· Archivage électronique du fichier du personnel ; · Gestion documentaire et des archives ; · Gestion de l'accueil et du courrier ; · Affranchissement du courrier.								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE**
- 3.2. LEÇONS APPRISSES**
- 3.3. PERSPECTIVES 2018**